

Communication de la Maire de Paris sur le compte administratif et sur le rapport social

16/06/2014

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues, l'examen du compte administratif et du rapport social de l'année dernière nous donne l'occasion d'effectuer un état des lieux des finances et des ressources humaines au sein de notre collectivité.

Parce que ces deux dimensions sont totalement liées, je me réjouis que nous les examinions ensemble. L'état de nos finances conditionne en effet notre politique sociale, qui elle-même détermine en grande partie l'efficacité du service public municipal. Et c'est bien de notre capacité à articuler ces deux dimensions que dépend le succès de l'action que nous menons pour Paris.

J'assume totalement ce bilan de la dernière année pleine de la précédente mandature durant laquelle j'étais première adjointe. En 2013 notre collectivité a en effet continué à se réformer et à innover pour traverser la crise sans la subir.

Pour relever ce défi elle s'en est remise au sérieux, au dialogue et à l'innovation dont la combinaison a permis de créer de nombreux équipements de proximité tout en garantissant la stabilité de l'emploi et en maintenant un bouclier social pour nos concitoyens. En matière budgétaire nous avons su consolider notre équilibre sans cesser d'investir pour améliorer la vie quotidienne des Parisiens. En matière sociale nous avons su protéger les agents et améliorer leurs conditions de travail.

Dans le contexte économique difficile que nous connaissons, alors que les foyers parisiens étaient confrontés à de nouvelles épreuves, nous avons fait le choix de nous mobiliser plus fortement encore pour protéger et améliorer leur cadre de vie.

C'est dans ce but que 1 740 M€ ont été investis en 2013, soit une progression de 72 M€ par rapport à l'année 2012. Ces dépenses ayant été autofinancées à plus de 70%, elles n'ont pas grevé nos marges de manœuvre. La dette est maîtrisée à un niveau deux fois inférieur à celui des autres grandes villes françaises. Les dépenses de fonctionnement hors péréquation sont restées contenues à +1,7 % dans un contexte d'ouverture de nombreux services de proximité.

Dans le même temps, nous avons revu tous nos objectifs sociaux à la hausse. 7151 logements ont ainsi été financés alors que 1144 places de crèche supplémentaires étaient livrées.

Nous nous sommes également engagés pour que les Parisiens puissent continuer à s'épanouir dans leur vie culturelle, artistique, sportive.

Nous avons ainsi redoublé d'efforts pour leur offrir davantage d'équipements et d'aménagements publics répondant à leurs attentes.

Une nouvelle école a été inaugurée, d'autres ont été rénovées, pendant qu'un nouveau centre d'animation voyait le jour. L'ouverture du Louxor, de deux conservatoires, de trois bibliothèques et d'une Maison des Pratiques Amateurs à Broussais ont contribué à porter l'offre de culture et de loisirs au plus près des Parisiens.

Nous avons enfin transformé le visage de la Place de la République et des berges de la rive gauche afin de créer des espaces plus ouverts, plus accueillants et plus accessibles. Ces deux aménagements favorisent désormais des modes de déplacement plus respectueux de l'environnement, sans entraver la fluidité de la circulation.

Parallèlement, de nouveaux espaces verts ont été ouverts, parmi lesquels la petite ceinture dans le 15ème arrondissement, devenue un précieux espace de respiration.

Ces réalisations doivent beaucoup à la forte mobilisation des personnels de la Ville et du département qui ont su répondre aux besoins des Parisiens, et je tiens à nouveau à les en remercier.

En nous appuyant sur un dialogue social constructif et en veillant à maîtriser nos coûts, nous nous sommes pleinement engagés dans l'amélioration des conditions de vie des agents les plus modestes.

C'est dans cet esprit que nous avons développé une politique ambitieuse de résorption de l'emploi précaire, que nous avons renforcé la qualité de notre offre périscolaire, ou encore que nous avons mis en œuvre la réforme de la catégorie C dont plus de deux tiers des agents ont bénéficié.

En veillant à faire des progrès de la justice sociale au sein de notre service public une chance pour tous les Parisiens, nous avons également signé en 2013 avec une majorité des partenaires sociaux l'accord cadre « âges et générations ».

Cette convention nous engage collectivement sur le long terme. Elle permet notamment de développer la solidarité intergénérationnelle au sein des équipes et d'améliorer les conditions de travail des agents, en particulier lorsqu'ils sont âgés.

Elle s'est accompagnée d'un renouvellement en profondeur de la gestion des carrières. En donnant à chacun de vraies perspectives d'évolution professionnelle, en mettant en place un accompagnement individuel à la mobilité, nous avons suscité des dynamiques qui serviront demain à la fois l'épanouissement des agents et l'excellence de l'administration.

Enfin, nous avons poursuivi nos efforts d'intégration pour que les Parisiens bénéficient d'un service public exemplaire en matière d'égalité femmes hommes et de lutte contre les discriminations.

Si l'accueil et l'insertion des personnes en situation de handicap donne aujourd'hui satisfaction avec un taux largement supérieur à ce qu'exige la loi et à ce que pratiquent la plupart des collectivités, il nous faut rester mobilisés pour continuer à progresser.

C'est ce que nous avons fait l'an dernier en développant l'offre de formation en direction des personnels les plus fragiles. C'est ce que nous ferons aujourd'hui et demain avec toujours davantage de détermination pour lutter contre tout ce qui concourt à l'inégalité et à l'injustice.

Mes chers collègues, l'année 2013 a permis à notre collectivité d'avancer en préservant la cohésion et la diversité de la société parisienne. Le sérieux n'a pas été considéré comme une fin en soi mais comme un moyen au service du dynamisme économique, de la justice sociale et du rayonnement culturel. C'est donc sur des bases saines, un bilan solide, et en disposant de toutes les marges de manœuvre dont nous avons besoin que nous démarrons la nouvelle mandature.